
Résolution soumise à la Conférence

Résolution concernant le tripartisme et le dialogue social

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Rappelant la Constitution de l'Organisation internationale du Travail;

Rappelant les [conventions n^{os} 87, 98, 144, 150, 151 et 154](#), les recommandations qui les accompagnent et la [recommandation n^o 113](#);

Soulignant que l'Organisation internationale du Travail a été fondée en 1919 en tant que structure tripartite unique visant la «paix universelle et durable»;

Réitérant l'importance du caractère tripartite de l'Organisation internationale du Travail qui, de toutes les institutions internationales, est le cadre unique où les gouvernements et les représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs peuvent, de façon libre et ouverte, échanger leurs idées, leurs expériences et promouvoir des mécanismes de concertation permanente et d'établissement d'un consensus;

Soulignant que le renforcement du tripartisme et du dialogue social fait partie des objectifs stratégiques de l'Organisation internationale du Travail;

Consciente que le dialogue social et le tripartisme se sont avérés des moyens précieux et démocratiques de traiter des préoccupations sociales, de forger un consensus, de faciliter l'élaboration des normes internationales du travail et d'examiner un vaste éventail de questions concernant le travail pour lesquelles les partenaires sociaux jouent un rôle direct, légitime et irremplaçable;

Réaffirmant que des organisations légitimes, indépendantes et démocratiques de travailleurs et d'employeurs qui s'engagent dans le dialogue et la négociation collective établissent une tradition de paix sociale fondée sur la libre négociation et la conciliation d'intérêts antagonistes, faisant du dialogue social un élément central des sociétés démocratiques;

Rappelant les nombreux défis et opportunités auxquels fait face le monde du travail dans le cadre de la mondialisation en cours et l'importance du renforcement de la collaboration entre les partenaires sociaux et les gouvernements afin d'apporter des solutions appropriées aux niveaux national, régional et international et, à plus forte raison, à l'Organisation internationale du Travail;

Rappelant le rôle essentiel des partenaires sociaux dans le développement économique et social durable, la démocratisation, le développement participatif et pour examiner et renforcer le rôle de la coopération internationale dans l'éradication de la pauvreté, la promotion du plein emploi et le travail décent qui assurent une cohésion sociale des pays;

Soulignant que le dialogue social et le tripartisme sont des procédés modernes et dynamiques qui ont une capacité inégalée et de grandes possibilités de contribuer au progrès dans beaucoup de situations et sur beaucoup de points difficiles et stimulants, y compris en ce qui concerne la mondialisation, l'intégration régionale et la transition;

Soulignant que les partenaires sociaux sont ouverts au dialogue et travaillent sur le terrain avec les ONG qui partagent les mêmes valeurs et objectifs qu'eux et les appliquent et les concrétisent d'une manière constructive; reconnaissant le potentiel de collaboration du Bureau international du Travail avec la société civile à la suite de consultations appropriées avec les mandants tripartites;

Notant la précieuse contribution que les institutions et organisations de la société civile apportent au Bureau dans l'exécution de ses travaux – en particulier dans les domaines du travail des enfants, des travailleurs migrants et des travailleurs handicapés; et reconnaissant que les formes de dialogue autres que le dialogue social sont d'autant plus utiles que toutes les parties respectent les rôles et responsabilités des autres, en ce qui concerne particulièrement les questions de représentation;

1. Invite les gouvernements à garantir des conditions propices au dialogue social, notamment le respect des principes fondamentaux et du droit à la liberté syndicale et à la négociation collective, un climat de saines relations professionnelles et le respect du rôle des partenaires sociaux et invite les gouvernements ainsi que les organisations de travailleurs et d'employeurs à promouvoir et à renforcer le tripartisme et le dialogue social, en particulier dans les secteurs où ils sont inexistantes ou embryonnaires:

- a) invite les organisations de travailleurs à renforcer la capacité des travailleurs dans les secteurs où ils sont peu représentés afin qu'ils soient à même d'exercer leurs droits et de défendre leurs intérêts;
- b) invite les organisations d'employeurs à collaborer avec les secteurs où les niveaux de représentation sont peu élevés afin de favoriser le développement d'un milieu professionnel propice à l'avènement du tripartisme et du dialogue social.

2. Invite le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à charger le Directeur général de faire en sorte que l'Organisation internationale du Travail et le Bureau, dans la limite des ressources dont dispose l'Organisation:

- a) renforcent la nature tripartite de l'Organisation – gouvernements, travailleurs et employeurs – représentant légitimement les aspirations de ses mandants dans le monde du travail;
- b) poursuivent dans ce but leurs efforts visant à renforcer les organisations d'employeurs et de travailleurs afin de leur permettre de mieux collaborer aux travaux du Bureau et d'être plus efficaces dans leurs pays;
- c) consolident le rôle du tripartisme et du dialogue social dans l'Organisation, à la fois en tant qu'objectif stratégique comptant parmi les quatre qu'elle s'est fixés et outil pour réaliser tous ces objectifs, ainsi que les questions transversales relatives à l'égalité entre les sexes et au développement;
- d) promeuvent la ratification et l'application des normes de l'OIT qui concernent spécifiquement le dialogue social, énoncées dans le préambule ci-dessus, et continuent de promouvoir la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail;
- e) encouragent la participation des partenaires sociaux à un véritable processus de consultation concernant les réformes sociales, y compris en rapport avec les conventions fondamentales et d'autres textes de loi ayant trait au travail;

-
- f)* effectuent des études approfondies sur le dialogue social en collaboration avec les mandants de l'Organisation en vue d'améliorer la capacité des administrations du travail et des organisations d'employeurs et de travailleurs à participer au dialogue social;
 - g)* renforcent le rôle ainsi que toutes les fonctions du Secteur du dialogue social au sein du Bureau et en particulier sa capacité à promouvoir ce dialogue dans tous les objectifs stratégiques de l'Organisation, et reconnaissent les fonctions et les rôles uniques des bureaux des activités pour les employeurs et pour les travailleurs au sein du BIT et renforcent leurs capacités de fournir des services aux organisations d'employeurs et de travailleurs à travers le monde afin de leur donner les moyens de maximiser les résultats des travaux du Bureau;
 - h)* promeuvent et renforcent les activités tripartites de l'Organisation visant à déterminer ses politiques et priorités de travail et élaborent plus à fond des programmes de coopération technique et d'autres mécanismes avec les partenaires sociaux et les gouvernements pour contribuer à accroître leurs capacités, services et représentation;
 - i)* réitèrent, au siège et sur le terrain, qu'il est très important de renforcer la structure tripartite de l'Organisation internationale du Travail et de faire en sorte que le Bureau travaille avec et pour les mandants de l'Organisation;
 - j)* veillent à ce que les mandants tripartites soient consultés, le cas échéant, dans le processus de sélection d'autres organisations de la société civile avec lesquelles l'Organisation internationale du Travail pourrait collaborer et dans les relations avec ces organisations.